

Pour la création d'une Fondation européenne de prévention des crises environnementales et sanitaires

En plus de la mobilisation des Etats et de l'Union européenne, celle des grandes fortunes est nécessaire pour affronter les défis tant sanitaires que liés au réchauffement climatique, souligne **un collectif de 76 scientifiques européens**

La pandémie due au SARS-CoV-2 a confronté le monde entier à une crise sanitaire sans précédent. La rapidité de sa diffusion sur toute la planète, conséquence inévitable des innombrables déplacements individuels dans une économie mondialisée, tranche avec la difficulté pour les Etats de coordonner la gestion d'une telle crise. Pire même, elle a accentué les divergences de stratégies pour y répondre, quand elle n'a pas exacerbé les rivalités géopolitiques préexistantes.

Cette pandémie a surgi alors que, depuis plusieurs années, une autre crise de grande ampleur nous est annoncée, celle due au réchauffement climatique. Cette dernière modifiera en profondeur l'habitabilité de beaucoup de zones submersibles, les modalités de production agricole donc de nutrition humaine et, sans doute, la dynamique de propagation des maladies infectieuses. Autant de situations d'urgence humanitaire et de déplacements de populations qu'il est difficile d'anticiper.

Répondre plus rapidement aux défis

A l'heure où la Chine et les Etats-Unis s'affrontent en tentant d'imposer leurs doctrines politiques et sociales respectives, nous devons préserver le socle de solidarité sociale, de démocratie politique et le souci du bien public qui prévalent en Europe pour le plus grand bénéfice de ses citoyens. Or, par temps de crise, les inégalités sociales s'aggravent, les plus démunis étant toujours les plus touchés. Pour affronter ces défis, chacun attend d'abord des Etats européens

qu'ils assument leurs responsabilités. Mais l'Union européenne doit aussi se doter d'une capacité renforcée de gestion de crise, pour affronter convenablement les périodes chaotiques à traverser avant de retrouver une situation plus sereine. Elle doit intervenir auprès des populations et dans les régions les plus durement frappées par les crises sanitaires ou environnementales, pour qu'elles puissent bénéficier d'un puissant effort de solidarité.

L'expérience de la pandémie nous rappelle pourtant que ces décisions institutionnelles, lestées d'une administration complexe, ont un temps de réponse moins bien adapté à l'urgence en temps de crise. Il est nécessaire qu'une mobilisation issue de la société civile ait également lieu. A ce titre, l'initiative de per-

sonnes privées disposant de grandes fortunes permettrait de répondre beaucoup plus rapidement à des défis imprévus, en complément des mesures adoptées par les Etats européens et l'Union européenne.

Des initiatives très discrètes

Aux Etats-Unis, on ne compte plus les initiatives de milliardaires américains pour contribuer à la lutte contre la pandémie. Elles s'inscrivent dans une longue tradition philanthropique, qui représente 1,5 % du PIB américain. Force est de constater que cette tradition est beaucoup moins forte en Europe, où les dons ne correspondent qu'à 0,2 % du PIB, malgré un certain soutien dans le domaine social, éducatif et scientifique. Mais il faut bien dire que les initiatives des grandes fortunes européennes dans la lutte contre le SARS-CoV-2 sont restées très discrètes à ce jour.

Nous appelons ces grandes fortunes à une mobilisation de citoyenneté européenne pour créer ensemble une Fondation européenne de prévention des crises environnementales et sanitaires. Elle pourrait être dotée d'un capital de 20 milliards d'euros, apporté par des mécènes de chacun des 27 pays de l'Union Européenne. Il suffirait qu'une centaine d'entre eux contribue à hauteur de 200 millions d'euros pour y parvenir. Cela ne représente pas un effort excessif, quand on le compare à ce qu'ont fait Warren Buffett et Bill Gates qui, à eux deux, ont doté la Fondation Bill et Melinda Gates à hauteur de 50 milliards d'euros, soit plus de deux

fois ce que nous proposons.

Ce capital, en partie consommable, pourrait être mobilisé en période de crise aiguë, avec une réactivité incomparable, sur simple décision de son conseil des mécènes, pour intervenir dans les territoires de l'Union européenne les plus durement frappés, et ailleurs dans le monde si nécessaire.

Fédérer les efforts

Hors crise aiguë, le revenu annuel de la Fondation, de l'ordre de 500 millions d'euros, permettrait de soutenir, sur les avis d'un conseil scientifique indépendant, les efforts de recherche académiques sur les questions environnementales et sanitaires, et d'accompagner de petites entreprises socialement et techniquement innovantes sur des créneaux stratégiques, autant d'enjeux de prévention des crises à venir.

Fédérer les efforts de mécènes européens au sein d'une même fondation, c'est se donner les moyens d'une action de grande ampleur, à la hauteur de ce que l'Europe représente dans l'histoire, pour relever les défis environnementaux et sanitaires à venir.

Cette initiative ne saurait se substituer à un engagement fort des Etats, dans le respect de la tradition européenne d'investissements publics, garant de la cohésion sociale. Mais l'engagement européen des plus fortunés montrerait que chacun sait accompagner notre destin commun à la vraie mesure de ses moyens. Un gage de solidarité et de dynamisme social, dont nous sortirons tous renforcés. ■

Les signataires français : Martin Andler, mathématiques, université de Versailles-Saint-Quentin ; Frédéric Barras, microbiologie, Institut Pasteur ; Françoise Barré-Sinoussi, virologie, Institut Pasteur, Inserm, Prix Nobel de médecine 2008 ; Daniel Cohen, économie, Ecole normale supérieure ; Pascale Cosset, microbiologie, Institut Pasteur ; Gérard Eberl, immunologie, Institut Pasteur ; Alain Fischer, immunologie, Collège de France ; Marc Fontecave, chimie, Collège de France ; Eric Kar-senti, biologie marine, Laboratoire européen de biologie moléculaire, directeur scientifique de l'expédition Tara-Ocean, CNRS ; Marc Lecuit, microbiologie, maladies infectieuses et médecine tropicale, Institut Pasteur, Hôpital Necker, université de Paris ; Pierre Netter, génétique, Sorbonne Université ; Luis Quintana-Murci, génétique de l'évolution, Institut Pasteur, Collège de France ; Miroslav Radman, génétique, fondateur du Centre méditerranéen pour les sciences de la vie ; Félix Rey, virologie, Institut Pasteur ; Philippe Sansonetti, microbiologie, Institut Pasteur, Collège de France ; Alain Tedgui, biologie vasculaire, Centre de recherche cardiovasculaire de Paris, Inserm ; Robert Vautard, climatologie, Institut Pierre-Simon Laplace, CNRS ; Francis-André Wollman, bioénergétique, Institut de biologie physico-chimique, CNRS
Liste complète des signataires sur Lemande.fr

IL SUFFIRAIT QU'UNE CENTAINE DE GRANDS MÈCÈNES CONTRIBUE À HAUTEUR DE 200 MILLIONS D'EUROS POUR Y PARVENIR